

tellectuels, et plus d'intelligences pratiques, pour résoudre les problèmes qui se posent. Ces problèmes dépassent la compréhension de n'importe quel parti politique. Nous risquons de commettre la plus grande bourde de l'histoire du pays. Les problèmes qui se posent sont les plus graves qu'ait jamais eu à résoudre l'univers, et nous sommes les premiers à nous lancer dans ce monde inconnu qui suivra la guerre. Nous devrions demander à des personnes d'expérience pratique les directives qu'il nous faut. Nous ne devons pas oublier nos meilleurs clients avant la guerre, le peuple de Grande-Bretagne sur lequel nous avons dû compter pour offrir des débouchés à nos produits. Il faut en prendre soin. Selon moi, l'attitude qui s'impose après la guerre est le retour à nos institutions, à la liberté d'entreprise, l'effort en vue d'établir la liberté d'initiative pour que le commerce impérial crée comme par le passé des débouchés à la main-d'œuvre. De cette façon les sans-travail quitteront le chômage pour occuper un emploi. Les nations de l'Empire et du reste du monde doivent avoir accès à nos matières premières dans une égale mesure si possible et bénéficier des avantages de la liberté.

La cause de la guerre est tout simplement l'intolérance. La sagesse, la modération et la tolérance doivent inspirer tous les partis dans l'enceinte de cette Chambre ou au dehors, et on doit bannir ces manques de charité chrétienne ordinaire à l'égard d'adversaires qui ne partagent pas les mêmes idées. Je l'ai déjà dit dans cette enceinte, c'est le simple citoyen d'Angleterre personnifié par Strube qui a tant souffert de cette guerre et qui a sauvé la mère patrie. Ces simples citoyens qui ont été assez forts pour vaincre Hitler et Mussolini seront capables de prendre des mesures convenables pour la métropole et l'Empire après la guerre. Voici ce que disait l'autre jour à la Chambre des communes l'amiral Southby :

Il y a des gens pour lesquels le but de la guerre semble de détruire un ordre économique et social qu'ils n'approuvent pas intégralement.

L'amiral Southby disait :

Rien n'est plus éloigné de la vérité. Nous faisons la guerre pour défendre notre existence, pour avoir le droit de vivre.

Puis il ajoute en parlant du citoyen ordinaire :

Il aura vainement remporté la victoire si, après la guerre, l'Etat pour la préservation duquel il s'est battu ne fait aucun cas de lui. Le fond de la néfaste doctrine nazie c'est que l'Etat est supérieur à l'individu. A mon sens, la subsistance de la démocratie c'est que l'Etat est le serviteur de l'individu et non son maître. Par conséquent, quand nous commencerons à restaurer le monde et à l'améliorer, ne laissons imposer à aucun prix ce qui, bien que dissimulé

sous le nom poli de "prévoyance démocratique" n'en est pas moins une dictature. Un homme éminent, disparu depuis peu et qui était l'ami des membres de la Chambre, lord Tweedsmuir, mieux connu sous le simple nom de John Buchan, a prononcé une fois un discours sur Abraham Lincoln où il disait : "Les forces de modération s'enflamment lentement, mais une fois enflammées, elles ne s'éteignent pas avant d'avoir brûlé bien des déchets et ouvert la voie au progrès de l'humanité vers un monde meilleur".

J'espère et je crois que nous voulons faire progresser l'humanité vers un monde meilleur, mais si nous voulons que cela réussisse, il faut que ce soit un monde où l'on traite loyalement tout le monde, non seulement le modeste citoyen, les malades, les miséreux et les sans-travail, mais aussi les gens un peu plus à l'aise que les autres. Plusieurs des exposés de plans d'après-guerre présupposent qu'on va dépouiller Pierre pour vêtir Paul. Eh bien, deux guerres et une longue crise économique ont dépouillé Pierre de presque tous ses biens, de sorte qu'il lui restera peu de chose ou rien après le conflit.

L'un des orateurs qui ont porté la parole hier a dit à propos du rapport Beveridge, qu'on devrait inviter au pays sir William Beveridge. Il y a dans cette enceinte et ailleurs assez d'auteurs de plans sans que nous ayons à faire venir sir William Beveridge au pays, pour qu'il indique au Canada la voie à suivre. Je ne suis pas Ecossais, mais j'ai été surpris d'entendre le ministre des Pensions parler comme si l'aiguillon du profit, comme nous l'avions du capital, aura probablement disparu après la guerre. Il a parlé de la réglementation de cet aiguillon. C'est magnifique, du moment qu'on n'en abuse pas, de la réglementation. Mais si nous entendons suivre une ligne de conduite opposée à ce qui a fait la grandeur de la mère patrie et du Canada, c'est-à-dire la liberté d'entreprise et du commerce de gros et de détail, je veux dire l'entreprise privée, nous chercherons à réaliser une chose que les anciens combattants ne toléreront pas, je le crois du moins, après la guerre. Ils ne se battent pas et ne veulent pas se battre pour la réalisation de projets d'ordre social qui les protégeront depuis le berceau jusqu'à la tombe, ils se battent pour sauvegarder le droit de vivre de notre population, et le droit de posséder des biens vient de la nature et non de l'homme, et l'Etat n'a pas le pouvoir de l'abolir, mais seulement d'en réglementer l'exercice. Il faut rétablir le marchand de gros et le marchand de détail dans leur situation d'avant-guerre, si nous voulons créer le maximum d'occasions d'emploi. En Grande-Bretagne, on a adopté le "Pre-war trade practices act", loi qui, après la guerre, permettra de rétablir la libre entreprise et de remettre le grossiste et le petit